

Département de la HAUTE-SAVOIE

D.D.P.P. - P.A.I.C.

30 JAN. 2024

Commune de Saint-Gingolph

HAUTE-SAVOIE

ENQUETE PUBLIQUE

N° T.A : E 23000048/38

Demande d'autorisation environnementale déposée par la société CHB, relative à l'exploitation d'une carrière de roche massive et d'éboulis au lieu-dit « Sous-Blanchard »

CONCLUSIONS et AVIS MOTIVE du Commissaire Enquêteur

du lundi 23 octobre 2023 au mercredi 22 novembre 2023,
prolongée au 30 novembre 2023

Claire Ratouis et Jean -Pierre LAFOND

Commissaires Enquêteurs

Conformément à l'article R123-19 du code de l'environnement, mes conclusions et avis motivé sont développées dans un document séparé du rapport. Mes conclusions prennent leur source dans le rapport joint suite à une analyse détaillée du dossier, des observations du public et des avis sur le projet. Ces conclusions sont indépendantes et prennent en compte les observations relatives en toute impartialité.

RAPPEL DE L'OBJET DE L'ENQUETE :

La demande d'autorisation environnementale est présentée par la société SAS CHB dont le siège social est établi au 5 rue Nationale sur le territoire de la commune de 74500 SAINT-GINGOLPH pour une demande d'autorisation d'exploiter les activités classées dans le cadre du projet d'ouverture d'une carrière de roches massives et d'éboulis à ciel ouvert de SAINT-GINGOLPH au lieu-dit « Sous Blanchard » sur la commune de 74500 SAINT-GINGOLPH, L'enquête publique est prescrite par l'arrêté préfectoral n°PAIC-2023-0070 du 02/10/2023 complété par l'arrêté n°PAIC-2023-0089 du 16 novembre 2023 portant prolongation de l'enquête publique.

Le projet consiste en la reprise et l'extension d'une carrière exploitée de 1991 à 2021 par les sociétés Bochaton Frères et CHB conjointes et solidaires.

Le projet porté concerne une surface de 32 ha (hors quais de chargement et déchargement). L'exploitation est sollicitée pour une durée de 30 ans menée en 6 phases quinquennales distinctes sur une zone anciennement exploitée et sur une zone actuellement boisée.

Le gisement est estimé à environ 4 300 000 m³ dont environ 3 400 000 m³ de roches massives calcaires. La nature du gisement rocheux permettra d'avoir une production de matériaux de qualité destinés à la production d'enrochements et de granulats pour la fabrication de béton.

La production de matériaux extraits de la carrière est fixée à 300 000 tonnes/an en moyenne avec un tonnage maximal de 400 000 tonnes/an.

L'extraction des matériaux sera réalisée par tirs de mine. Les matériaux seront ensuite acheminés par bandes transporteuses vers la plateforme de traitement. Après traitement 60% des matériaux produits seront transportés par voie d'eau et 40% par la route.

Au cours et en fin d'exploitation une partie du site sera remblayée à l'aide de matériaux inertes.

L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE :

L'enquête publique a débuté le 23 octobre 2023 et a été prolongée jusqu'au 30 novembre 2023, soit une durée de 39 jours consécutifs. L'organisation et le déroulement de l'enquête ont été conformes aux arrêtés préfectoraux et à la réglementation. L'absence d'un document sur le site de la préfecture a été compensé par la prolongation de l'enquête.

Madame Ratouis, commissaire enquêteur désignée par le tribunal administratif ayant été empêchée en cours d'enquête après la réception du mémoire en réponse du pétitionnaire, j'ai été désigné pour poursuivre et conclure cette enquête par le président du Tribunal

Administratif en date du 15 décembre 2023. De ce fait j'ai sollicité un délai jusqu'au 30 janvier 2024 pour remettre le rapport et mes conclusions et avis motivés.

Le public a ainsi disposé d'une réelle et bonne information à en juger par le nombre de contributions d'origines diverses et variées: 769 personnes dont 170 individuellement et 595 par 6 pétitions.

La présentation matérielle du dossier papier est de qualité, et contribue à la bonne lisibilité globale du dossier de plus de 1300 pages. La description dans l'étude d'impact du site et des caractéristiques du projet, de l'état du site et du milieu humain, physique et naturel, est complète et détaillée. L'analyse des incidences notables du projet recense l'ensemble des impacts sur l'environnement, et les mesures d'Evitement, Réduction et Compensation sont détaillées et clairement exposées, de même que les modalités de remise en état du site en fin d'exploitation et en cours de remise en état coordonnée à l'extraction. Les enjeux environnementaux sont correctement identifiés. Le dossier contient l'intégralité des pièces constitutives de la demande d'autorisation. Le résumé non technique fait l'objet de documents indépendants et expose les enjeux identifiés avec clarté et lisibilité pour le grand public. Je n'ai relevé aucun défaut substantiel sur l'ensemble du dossier; je considère en conséquence que le pétitionnaire a fourni un dossier globalement de qualité (638 pages dont 313 d'étude d'impact). L'ensemble du dossier bénéficie d'une clarté d'exposé appréciable.

Le pétitionnaire a répondu à toutes les observations du PV de synthèse, lesquelles étaient regroupées par thématiques. La majorité des observations recevables ont obtenues des réponses satisfaisantes de la part du maître d'ouvrage pétitionnaire notamment sur les sujets suivants:

- Transport des matériaux: voie lacustre privilégiée, transfert des matériaux vers le quai de chargement par bande transporteuse sous la route départementale, aménagement et signalisation des accès et réglementation de la vitesse en accord avec le service de la DDT, utilisation de quais de chargement et déchargement existants. Le projet cherche à diminuer son empreinte carbone.
- Besoins en matériaux: les schémas des carrières, l'étude de la DREAL et l'avis du SIAC (Syndicat intercommunal d'Aménagement du Chablais) concluent à des tensions d'approvisionnement en matériaux sur le secteur.
- Bruits et vibrations: les modélisations aboutissent à des seuils inférieurs à ceux imposés par la réglementation.
- Les quais de chargement et déchargement: ils existent déjà et leur utilisation devra faire l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public fluviale. Leur accès sera aménagé pour assurer la sécurité des camions.
- Intérêt économique: les sondages ont confirmé la qualité de la roche pour des usages nobles (Béton, BTP).
- Sécurité du massif: les études préalables n'ont pas mis en évidence de risque d'instabilité majeure et il est prévu un diagnostic annuel des fronts de taille (Etude des dangers de 110 pages).

- Paysage: le projet prévoit la réutilisation d'un site d'ores et déjà exploité et anthropisé par le passé. Le talus existant sera maintenu et un merlon boisé sera implanté pour l'intégration des installations de traitement. Des mesures de renaturation du front de taille sont prévues.
- Impact sur les milieux: les défrichements seront progressifs en fonction des besoins de l'exploitation et de manière coordonnée avec la remise en état du site. Les mesures préconisées par le présent dossier contribueront à diminuer l'impact sur les habitats d'espèces protégées et à leur recréer après exploitation des habitats favorables . « *Le projet prend bien en compte les enjeux liés à la biodiversité sur le site, avec des efforts appréciés sur les espèces, les habitats et la réhabilitation paysagère (ASTER) ».*

L'acceptation du public est très bonne avec 81% des observations qui s'expriment en faveur du projet en connaissance de cause puisque cette carrière a déjà été exploitée de 1991 à 2021. Les conseils municipaux des communes qui se sont exprimés sont unanimement favorables au projet.

AU VU DE CES CONSIDÉRATIONS ET CONSTATANT QUE :

- Le projet d'exploitation de la carrière est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- Une autorisation de défrichement est sollicitée sur 9.67 ha;
- Le projet n'est pas soumis à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau;
- L'absence de soumission au régime de protection des espèces protégées, par dérogation est accordée, suite à l'avis favorable du CNPN du 24 septembre 2023;
- Les avis suivants sont favorables:
 - l'Autorité Environnementale (MRAe)
 - Syndicat intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC)
 - la commune de Saint-Gingolph (France)
 - la commune de Saint-Gingolph (Suisse)
 - la commune de Thollon les Mémises
 - le paysagiste conseil de l'Etat
 - d'Asters, Conservatoire des espaces naturels de Haute-Savoie
 - de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages, et des Sites (CDNPS)
 - Avis du service des routes (accords de principe)
 - du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN)
- la demande est en adéquation avec les documents de droit supérieur:
 - PLU

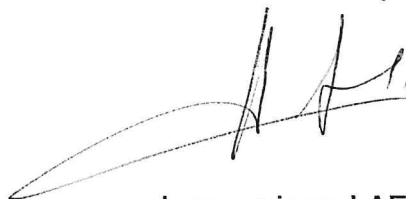
- SCOT
- SDAGE
- Loi Montagne
- Loi Littoral
- Schéma régional des carrières
- Schéma départemental des carrières
- Enjeux Natura 2000

- le site a déjà été exploité pendant 30 ans;
- la remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation minimisera l'impact visuel de la carrière;
- la société pétitionnaire fait preuve de capacités techniques et financières solides reconnues et garanties;
- un certain nombre d'observations relatives à des manquements du dossier sont infondées;
- la majorité des observations recevables ont obtenues des réponses satisfaisantes de la part du maître d'ouvrage pétitionnaire;
- les difficultés croissantes à trouver de nouveaux sites d'exploitation de carrières acceptés par la population;
- la surveillance des carrières par la DREAL au titre de la réglementation des installations classées, du Code Minier et de l'Inspection du Travail;
- La grande majorité de contributions favorables émises au cours de l'enquête, sans doute en lien avec en quelque sorte une acceptabilité sociale et locale ancrée dans un territoire qui a connu de nombreuses exploitations de carrières à travers les siècles.

J'émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation environnementale sollicitée par la société CHB, relative à l'exploitation d'une carrière de roche massive et d'éboulis au lieu-dit « Sous-Blanchard » sur le territoire de la commune de Saint Gingolph (Haute-Savoie).

Fait à Annecy le 30 janvier 2024

Le commissaire enquêteur



Jean – pierre LAFOND